Spedizione in abbonamento postale

Anno 98° — Numero 131

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

Roma - Venerdì, 24 maggio 1957

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 848-184 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 - Semestrale L. 4510
Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via Marco Minghetti n. 31; in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della «Gazzetta Ufficiale» si ricevono in Roma presso la Libreria dello Stato (Ufficio Inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano Napoli, Firenze e Torino possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo

SOMMARIO

(3271)

PARLAMENTO NAZIONALE

SENATO DELLA REPUBBLICA

Convocazione

Il Senato della Repubblica è convocato, in 529ª seduta pubblica per mercoledì 29 maggio 1957, alle ore 17, con il seguente

ORDINE DEL GIORNO:

Comunicazioni del Governo.

(3276)

CAMERA DEI DEPUTATI

Convocazione

La Camera dei Deputati è convocata, in 562ª seduta pubblica, mercoledì 29 maggio 1957, alle ore 18, con il seguente

ORDINE DEL GIORNO:

Comunicazioni del Governo.

(3275)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 14 aprile 1957, n. 320.

Accettazione da parte dell'Italia dello Statuto della Conferenza dell'Aja di Diritto internazionale privato.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato ad accettare lo Statuto della Conferenza dell'Aja di Diritto internazionale privato.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data allo Statuto suddetto a decorrere dalla sua entrata in vigore conformemente all'art. 14 dello Statuto stesso.

Art. 3.

Alla copertura dell'onere derivante dall'accettazione dello Statuto di cui all'art. 1, nella somma di lire 2.500.000 annue, si provvederà per l'esercizio finanziario 1955-1956 a carico della dotazione del capitolo n. 34 dello stato di previsione della spesa del Ministero degli affari esteri per l'esercizio medesimo e per l'esercizio

finanziario 1956-57 a carico dello stanziamento dello stato di previsione del Ministero del tesoro concernente il fondo destinato a far fronte agli oneri dipendenti da provvedimenti legislativi in corso.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato a provvedere, con propri decreti, alle occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 aprile 1957

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — MORO — MEDICI

Visto, *il Guardasigilli* MORO

ALLEGATO

Statut de la Conférence de La Haye de Droit international privé

Les Gouvernements des Pays ci-après énumérés:

la République Fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Italie, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni de Grande Bretagne ed d'Irlande du Nord, la Suède et la Suisse;

considérant le caractère permanent de la Conférence de La Haye de Droit International Privé;

désirant accentuer ce caractère;

ayant, à cette fin, estimé souhaitable de doter la Conférence d'un Statut;

sont convenus des dispositions suivantes:

Article 1er.

La Conférence de La Haye a pour but de travailler à l'unification progressive des règles de droit international privé.

Article 2.

Sont Membres de la Conférence de La Haye de Droit International Privé les Etats qui ont déjà participé à une ou plusieurs Sessions de la Conférence et qui acceptent le présent Statut.

Peuvent devenir Membres tous autres Etats dont la participation présente un intérêt de nature juridique pour les travaux de la Conférence. L'admission de nouveaux Membres est décideée par les Gouvernements des Etats participants, sur proposition de l'un ou de plusieurs d'entre eux, à la majorité des voix émises, dans un délai de six mois, à dater du jour où les Gouvernements ont été saisis de cette proposition.

L'admission devient définitive du fait de l'acceptation du présent Statut par l'Etat intéressé.

Article 3.

Le fonctionnement de la Conférence est assuré par la Commission d'Etat néerlandaise, instituée par Décret Royal du 20 février 1897 en vue de promouvoir la codification du droit international privé.

Cette Commission assure ce fonctionnement par l'intermédiaire d'un Bureau Permanent dont elle dirige les activités.

Elle examine toutes les propositions destinées à être mises à l'ordre du jour de la Conférence. Elle est libre d'apprécier la suite à donner à ces propositions.

La Commission d'Etat fixe, après consultation des Membres de la Conférence, la date et l'ordre du jour des Sessions.

Elle s'adresse au Gouvernement des Pays-Bas pour la convocation des Membres.

Les Sessions ordinaires de la Conférence auront lieu, en principe, tous les quatre ans.

En cas de besoin, la Commission d'Etat peut, après avis favorable des Membres, prier le Gouvernement des Pays-Bas de réunir la Conférence en Session Extraordinaire.

Article 4.

Le Bureau Permanent a son siège à la Haye. Il est composé d'un Secrétaire Général et de deux Secrétaires, appartenant à des nationalités différentes, qui sont nommés par le Gouvernement des Pays-Bas, sur présentation de la Commission d'Etat.

Le Secrétaire Général et les Secrétaires devront posséder des connaissances juridiques et une expérience pratique appropriées.

Le nombre des Secrétaires peut être augmenté après consultation des Membres de la Conférence.

Article 5.

Sous la direction de la Commission d'Etat, le Bureau Permanent est chargé:

a) de la préparation et de l'organisation des Sessions de la Conférence de La Haye, ainsi que des réunions des Commissions spéciales;

b) des travaux du Secrétariat des Sessions et des réunions ci-dessus prévues;

c) de toutes les tâches qui rentrent dans l'activité d'un secrétariat.

Article 6.

En vue de faciliter les communications entre les Membres de la Conférence et le Bureau Permanent, le Gouvernement de chacun des Membres doit désigner un organe national.

Le Bureau Permanent peut correspondre avec tous les organes nationaux ainsi désignés, et avec les organisations internationales compétentes.

Article 7.

La Conférence et, dans l'intervalle des Sessions, la Commission d'Etat, peuvent instituer des Commissions spéciales, en vue d'élaborer des projets de Convention ou d'étudier toutes questions de droit international privé rentrant dans le but de la Conférence.

Article 8.

Les dépenses du fonctionnement et de l'entretien du Bureau Permanent et des Commissions spéciales sont réparties entre les Membres de la Conférence, à l'exception des indemnités de déplacement et de séjour des Délégués aux Commissions spéciales, lesquelles indemnités sont à la charge des Gouvernements représentés.

Article 9.

Le budget du Bureau Permanent et des Commissions spéciales est soumis, chaque année, à l'approbation des Représentants diplomatiques, à La Haye, des Membres.

Ces Représentants fixent également la répartition, entre les Membres, des dépenses mises par ce budget à la charge de ces derniers.

Les Représentants diplomatiques se réunissent, à ces fins, sous la Présidence du Ministre des Affaires Etrangères des Pays-Bas.

Article 10.

Les dépenses, résultant des Sessions Ordinaires de la Conférence, sont supportées par le Gouvernement des Pays-Bas.

En cas de Session Extraordinaire, les dépenses sont réparties entre les Membres de la Conférence représentés à la Session.

En tout cas, les indemnités de déplacement et de séjour des Délégués sont à la charge de leurs Gouvernements respectifs.

Article 11.

Les usages de la Conférence continuent à être en vigueur pour tout ce qui n'est pas contraire au présent Statut ou au Règlement.

Article 12.

Des modifications peuvent être apportées au présent Statut si elles sont approuvées par les deux tiers des Membres.

Article 13.

Les dispositions du présent Statut seront complétées par un Règlement, en vue d'en assurer l'exécution. Ce Règlement sera établi par le Bureau Permanent et soumis à l'approbation des Gouvernements des Membres.

Article 14.

Le présent Statut sera soumis à l'acceptation des Gouvernements des Etats ayant participé à une ou plusieurs Sessions de la Conférence. Il entrera en vigueur dès qu'il sera accepté par la majorité des Etats représentés à la Septième Session.

La déclaration d'acceptation sera déposée auprès du Gouvernement néerlandais, qui en donnera connaissance aux Gouvernements visés au premier alinéa de cet article.

Il en sera de même, en cas d'admission d'un Etat nouveau, de la déclaration d'acceptation de cet Etat.

Article 15.

Chaque Membre pourra dénoncer le présent Statut après une période de cinq ans à partir de la date de son entrée en vigueur aux termes de l'article 14, alinéa 1er.

La dénonciation devra être notifiée au Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas, au moins six mois avant l'expiration de l'année budgétaire de la Conférence, et produira son effet à l'expiration de ladite année, mais uniquement à l'égard du Membre qui l'aura notifiée.

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

LEGGE 14 aprile 1957, n. 321.

Approvazione ed esecuzione dello scambio di Note effettuato a Parigi il 9 novembre e 6 dicembre 1954 fra l'Italia e la Francia in materia di esenzioni fiscali a favore delle istituzioni culturali, in applicazione dell'Accordo culturale italo-francese del 4 novembre 1949.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato lo scambio di Note effettuato a Parigi il 9 novembre-6 dicembre 1954 fra l'Italia e la Francia in materia di esenzioni fiscali a favore delle istituzioni culturali, in applicazione dell'Accordo culturale italo-francese del 4 novembre 1949.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data allo scambio di Note indicato nell'articolo precedente, a decorrere dal giorno successivo a quello della pubblicazione della presente legge nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 14 aprile 1957

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — ANDREOTTI — ROSSI

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

Scambio di Note fra l'Italia e la Francia in materia di esenzioni fiscali a favore delle istituzioni culturali in applicazione dell'Accordo culturale del 4 novembre 1949.

MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Paris, le 9 novembre 1954

Monsieur l'Ambassadeur,

Considérant l'opportunité de préciser quelles sont, dans le domaine fiscal, les facilités prévues aux articles 1 et 2 de l'Accord culturel franco-italien signé à Paris le 4 novembre 1949, j'ai l'honneur de proposer à Votre Excellence que nos deux Gouvernements s'assurent réciproquement:

a) l'exemption des droits et taxes exigibles sur les acquisitions à titre onéreux ou gratuit de terrains ou d'immeubles destinés à l'installation des Institutions culturelles prévues par les articles 1 et 2 de l'Accord culturel précité;

b) l'exemption des impôts directs, taxes et contributions de toute nature sur les immeubles mêmes, ainsi que des surtaxes départementales et communales afférentes, exception faite des taxes locales perçues en rémunération de services rendus;

c) l'exemption des droits et taxes exigibles à l'entrée du territoire pour l'importation d'objets d'ameublement, de matériel didactique, d'étude et de recherche scientifique et de tout autre matériel nécessaire à la constitution et au fonctionnement des Institutions culturelles en cause, ainsi que des droits municipaux relatifs aux dits objets et matériels.

J'ai l'honneur de proposer en outre à Votre Excellence, qu'en ce qui concerne les autres redevances intérieures qui, d'après les lois des pays respectifs, pourraient être appliquées aux actes et contrats inhérents au fonctionnement des institutions précitées, chaque Gouvernement accorde aux institutions de l'autre partie contractante le même traitement que celui qui est réservé aux institutions culturelles, analogues de son propre pays.

Après que Votre Excellence aura bien voulu me faire connaître que le Gouvernement italien approuve ce qui précède, la présente lettre et la réponse que Votre Excellence voudra bien me faire parvenir constitueront un accord entre nos deux Pays.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

A. PARODI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

AMBASCIATA D'ITALIA

Paris, le 6 décembre 1954

Monsieur l'Ambassadeur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que Votre Excellence a bien voulu m'adresser en date du 9 novembre, en matière d'exemption fiscales concernant les Institutions culturelles des deux Pays.

Par la lettre précitée, Votre Excellence a bien voulu proposer les exemptions fiscales en faveur des Institutions culturelles des deux Pays que nos Gouvernements respectifs devraient réciproquement s'assurer en application de ce qui a été prévu aux articles 1 et 2 de l'Accord culturel franco-italien signé à Paris le 4 novembre 1949.

En considération de ce qui précède, j'ai l'honneur de faire connaître à Votre Excellence que mon Gouvernement m'a autorisé à vous déclarer qu'il concorde à ce que les deux Gouvernements s'assurent réciproquement:

a) l'exemption des droits et taxes exigibles sur les acquisitions à titre onéreux ou gratuit de terrains ou d'immeubles destinés à l'installation des Institutions culturelles prévues par les articles 1 et 2 de l'Accord culturel précité;

b) l'exemption des impôts directs, taxes et contributions de toute nature sur les immeubles mêmes, ainsi que des surtaxes départementales et communales afférentes, à l'exclusion de redevances pour services communaux;

c) l'exemption des droits et taxes exigibles à l'entrée du territoire pour l'importation d'objets d'ameublement, de matériel didactique, d'étude et de recherche scientifique et de tout autre matériel nécessaire à la constitution et au fonctionnement des Institutions culturelles en cause, ainsi que des droits municipaux relatifs aux dits objets et matériels.

J'ai l'honneur de proposer en outre à Votre Excellence, qu'en ce qui concerne les autres redevances intérieures qui, d'après les lois des pays respectifs, pourraient être appliquées aux actes et contrats inhérents au fonctionnement des institutions précitées, chaque Gouvernement accorde aux institutions de l'autre partie contractante le même traitement que celui qui est réservé aux institutions culturelles, analogues de son Pays.

J'ai enfin l'honneur de confirmer à Votre Excellence que la lettre que Votre Excellence m'a envoyée et la présente réponse constituent un accord entre nos deux Pays. Toutefois, selon ce qui a été communiqué par la note verbale n. 9247 du 17 juin, les engagements pris avec le présent échange de lettres ne pourront, du côté italien, être mis en exécution qu'après avoir obtenu l'autorisation du Parlement à la ratification de l'Accord même.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

QUARONI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 aprile 1957, n. 322.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia di San Rocco Confessore, in frazione Podenzoi del comune di Castello Lavazzo (Belluno).

N. 322. Decreto del Presidente della Repubblica 3 aprile 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Belluno in data 26 settembre 1956, integrato con dichiarazione del 15 ottobre 1956, relativo alla erezione della parrocchia di San Rocco Confessore, in frazione Podenzoi del comune di Castello Lavazzo (Belluno).

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 maggio 1957
Atti del Governo, registro n. 105, foglio n. 111. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 aprile 1957, n. 323.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'unione in perpetuo nella forma « æque principaliter » delle parrocchie di Santa Caterina, in frazione Rocca delle Donne del comune di Camino (Alessandria) e di Sant'Emiliano, in frazione Brusaschetto dello stesso Comune.

N. 323. Decreto del Presidente della Repubblica 3 aprile 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Casale Monferrato in data 23 ottobre 1956, con cui sono state unite in perpetuo nella forma « æque principaliter » le due parrocchie di Santa Caterina, in frazione Rocca delle Donne del comune di Camino (Alessandria) e di Sant'Emiliano, in frazione Brusaschetto dello stesso Comune.

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 maggio 1957
Atti del Governo, registro n. 105, foglio n. 109. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 aprile 1957, n. 324.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia di San Bartolomeo Apostolo, in frazione Cludinico del comune di Ovaro (Udine).

N. 324. Decreto del Presidente della Repubblica 3 aprile 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Udine in data 16 agosto 1956, integrato con prospetto e con dichiarazione di pari data, relativo alla erezione della parrocchia di San Bartolomeo Apostolo, in frazione Cludinico del comune di Ovaro (Udine).

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 maggio 1957
Atti del Governo, registro n. 105, *foglio n.* 108. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 aprile 1957, n. 325.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia della SS.ma Annunziata, nel comune di Spinazzola (Bari).

N. 325. Decreto del Presidente della Repubblica 3 aprile 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Melfi, Rapolla e Venosa in data 1° dicembre 1938, integrato con quattro dichiarazioni rispettivamente del 1° maggio, 1° settembre, 3 novembre e 9 dicembre 1956, relativo alla erezione della parrocchia della SS.ma Annunziata nel comune di Spinazzola (Bari).

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 maggio 1957
Atti del Governo, registro n. 105, *foglio n.* 107. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 aprile 1957, n. 326.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia del SS.mo Cuore Immacolato della Beata Maria Vergine, in frazione Pergola del comune di Marsiconuovo (Potenza).

N. 326. Decreto del Presidente della Repubblica 3 aprile 1957, col quale sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Potenza in data 15 agosto 1956, integrato con postilla del 13 dicembre 1956 e con dichiarazione del 15 agosto 1956, relativo alla erezione della parrocchia del SS.mo Cuore Immacolato della Beata Maria Vergine, in frazione Pergola del comune di Marsiconuovo (Potenza).

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 17 maggio 1957
Atti del Governo, registro n. 105, *foglio n.* 110. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 25 aprile 1957.

Nomina per il quadriennio 6 novembre 1956-5 novembre 1960, dei componenti del Consiglio di giustizia amministrativa per la Regione siciliana.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto legislativo 15 maggio 1946, n. 455, che approva lo Statuto della Regione siciliana;
Vista la legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 2;
Visto il decreto legislativo 6 maggio 1948, n. 654, recante norme per l'esercizio nella detta Regione delle funzioni spettanti al Consiglio di Stato;
Visto il proprio decreto in data 1° settembre 1948, con il quale venne provveduto alla costituzione del Consiglio di giustizia amministrativa per la Regione siciliana;
Visto il proprio decreto in data 12 novembre 1952, con cui vennero nominati, per il quadriennio 6 novembre 1952-5 novembre 1956, i componenti di detto Consiglio, su designazione di quella Giunta regionale;
Considerato che, a termini dell'art. 3 del citato decreto legislativo 6 maggio 1948, n. 654, i componenti designati dalla Giunta regionale siciliana sono decaduti dalla carica;
Ritenuto che occorre, pertanto, provvedere alla ricostituzione del Consesso per quanto attiene ai detti componenti;
Viste le designazioni all'uopo formulate dalla sopracennata Giunta regionale siciliana;
Sentito il Presidente della Regione siciliana;
Vista la deliberazione del Consiglio dei Ministri;
Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri;

Decreta:

Sono nominati, per il quadriennio 6 novembre 1956-5 novembre 1960, componenti del Consiglio di giustizia amministrativa per la Regione siciliana, su designazione di quella Giunta regionale:

a) in sede consultiva:

Ziino prof. avv. Ottavio, docente universitario, esperto titolare;
Sardo avv. Gaetano, patrocinante in Cassazione, esperto titolare;
Bonfiglio avv. Agatino, patrocinante in Cassazione, esperto titolare;
Sanfilippo prof. avv. Cesare, docente universitario, esperto titolare;
Corso prof. avv. Pompeo, docente universitario, esperto supplente;
Di Paola prof. Sante, docente universitario, esperto supplente;
Giannitrapani avv. Garibaldi, patrocinante in Cassazione, esperto supplente;
Failla avv. Gioacchino, patrocinante in Cassazione, esperto supplente;

b) in sede giurisdizionale:

Cammarata prof. avv. Angelo Ermano, docente universitario, componente effettivo;
Fortino avv. Carmelo, patrocinante in Cassazione, componente effettivo;
Leone avv. Riccardo, patrocinante in Cassazione, componente supplente;
Salibra avv. Luigi, patrocinante in Cassazione, componente supplente.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Dato a Roma, addì 25 aprile 1957

GRONCHI

SEGNI

Registrato alla Corte dei conti, addì 10 maggio 1957
Registro n. 5 *Presidenza, foglio n.* 372. — TEMPESTA
(3247)

DECRETO DEL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI 4 maggio 1957.

Devoluzione al Ministero delle partecipazioni statali di compiti e attribuzioni già esercitate dal Ministero delle finanze.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LE PARTECIPAZIONI STATALI
E
IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto l'art. 2 della legge 22 dicembre 1956, n. 1589, concernente la istituzione del Ministero delle partecipazioni statali;

Decreta:

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 2 della legge 22 dicembre 1956, n. 1589, si intendono devoluti al Ministero delle partecipazioni statali tutti i compiti e le attribuzioni già esercitate dal Ministero delle finanze, per quanto concerne le partecipazioni statali e le relative quote di partecipazioni nelle imprese sotto indicate:

1) Società per Azioni Laterizi Siciliani (S.A.L.S.), con sede sociale in Roma e sede amministrativa in Messina;

2) Società per azioni « Nazario Sauro » per l'esercizio di navi scuola, con sede in Roma;

3) Società per azioni italiana Stabilimenti Cinematografici (Cinecittà), con sede in Roma;

4) Società per azioni « Cines », con sede in Roma;

5) Società per azioni « Azienda Tabacchi Italiani » (A.T.I.), con sede in Roma;

6) Società per azioni « Ala Italiana », in liquidazione, con sede in Roma;

7) Società per azioni « Linee Aeree Transcontinentali Italiane » (L.A.T.I.), in liquidazione, con sede in Roma;

8) Società per azioni « Aerolinee Italiane Internazionali » (ALITALIA), con sede in Roma;

9) Società per azioni « Linee Aeree Italiane » (L.A.I.), con sede in Roma;

10) Società per azioni « Nazionale Cogne », con sede in Torino;

11) Società « Monte Amiata Società Mineraria per Azioni », con sede in Roma;

12) Società per azioni mineraria Carbonifera Sarda (CARBOSARDA), con sede in Roma;

13) Società per Azioni Fertilizzanti Naturali Italia (S.A.F.N.I.), con sede in Roma;

14) Società Italiana per il Commercio Estero per Azioni (S.I.C.E.A.) con sede in Roma;

15) Società per azioni Valorizzazione Idroterapia Radioattività Ischia-Lacco (V.I.R.I.L.), con sede in Roma;

16) Società per azioni « Estrazione Lavorazione Acque Minerali Italiane » (E.L.A.M.I.), con sede in Salsomaggiore;

17) Società per azioni napoletana per le Terme di Agnano, con sede in Napoli;

18) Società per Azioni Milanese Editrice (S.A.M.E.), con sede in Milano;

19) Società per azioni « Società Editoriale Cremona Nuova », con sede in Cremona;

20) Società per azioni immobiliare civile « Adua », con sede in Biella;

21) Società per azioni immobiliare « Leoniero da Tortona », con sede in Milano;

22) Società a responsabilità limitata per l'incremento della Stazione Termale di Chianciano (S.I.C.), con sede in Roma;

23) Società per azioni immobiliare « Casa Nostra », in liquidazione, con sede in Vaglio di Chiavazza (Biella);

24) Società a responsabilità limitata « Energie », con sede in Bolzano.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 4 maggio 1957

Il Presidente del Consiglio dei Ministri
SEGNI

Il Ministro per le partecipazioni statali
TOGNI

Il Ministro per le finanze
ANDREOTTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 17 maggio 1957
Registro n. 1 Partecipazioni statali, foglio n. 3

(3227)

DECRETO MINISTERIALE 6 maggio 1957.

Compiti del personale degli Uffici del lavoro, dei collocatori e dei corrispondenti comunali nel settore della previdenza e assistenza sociale.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 1 della legge 16 maggio 1956, n. 562, sulla sistemazione giuridica ed economica dei collocatori comunali;

Decreta:

Al personale degli Uffici del lavoro e della massima occupazione, ai collocatori ed ai corrispondenti di cui all'art. 1 della legge 16 maggio 1956, n. 562, sono affidati, nel settore della previdenza e dell'assistenza sociale, dagli Istituti ed Enti previdenziali sottoindicati i seguenti compiti:

Dall'Istituto Nazionale della Previdenza Sociale. — Per il servizio relativo alla disoccupazione indennizzata o sussidiata:

distribuzione ai lavoratori disoccupati che ne fanno richiesta, dei moduli per conseguire l'ammissione al beneficio delle prestazioni per la disoccupazione fornendo ogni utile chiarimento che consenta la esatta compilazione dei moduli medesimi e la completa raccolta della documentazione necessaria a comprovare il diritto dei richiedenti;

raccolta delle domande di prestazione per la disoccupazione e delle relative documentazioni e loro successivo inoltro alle sedi dell'INPS previa registrazione sugli appositi moduli predisposti dall'INPS medesimo;

notifiche agli interessati dei provvedimenti adottati dalle sedi dell'INPS sulle domande di prestazione e restituzione alle sedi medesime dei talloncini di ricevuta, debitamente compilati e firmati, delle notifiche effettuate;

consegna all'interessato della ricevuta della domanda di prestazione e del tesserino per i pagamenti debitamente compilato;

controllo — nei modi stabiliti dalle norme vigenti — del perdurare dello stato di inattività dei lavoratori disoccupati che hanno presentato domanda di prestazione per la disoccupazione;

pagamento delle prestazioni spettanti ai singoli lavoratori disoccupati a seguito di anticipazioni delle relative somme da parte delle sedi dell'INPS con annotazione sull'apposito tesserino dei pagamenti in possesso dei lavoratori e conseguenti contabilizzazioni e rendiconti periodici da inviare alle sedi medesime.

Dall'Istituto Nazionale per l'Assicurazione contro le Malattie:

comunicazione agli uffici locali dell'INAM degli avviamenti al lavoro;

accertamento, a richiesta degli uffici locali dell'INAM, della concordanza fra i dati risultanti dalla documentazione in possesso dell'INAM e quelli risultanti all'Ufficio di collocamento, sulle assunzioni e cessazioni dal lavoro in determinate aziende;

richiesta agli uffici locali dell'INAM e consegna ai lavoratori appartenenti a determinate categorie o settori dei documenti di iscrizione all'INAM;

convalida periodica dei documenti di iscrizione per i lavoratori predetti;

raccolta a richiesta dei lavoratori interessati dei documenti per la iscrizione all'INAM dei familiari a carico e per le variazioni del nucleo familiare.

Dall'Istituto Nazionale per l'Assicurazione contro gli Infortuni sul Lavoro:

segnalazione alla competente sede provinciale dell'Istituto Nazionale per l'Assicurazione contro gli Infortuni sul Lavoro degli avviamenti al lavoro di prestatori d'opera manuale, specificando il numero e la qualifica professionale delle persone richieste.

Dal Servizio per gli elenchi nominativi dei lavoratori e per i contributi unificati in agricoltura:

raccogliere e inviare tempestivamente agli uffici provinciali gli elementi necessari per la formazione e l'aggiornamento degli elenchi nominativi dei lavoratori agricoli sia che l'accertamento dei lavoratori stessi si attui con il sistema presuntivo sia che si effettui mediante libretti personali;

fornire agli uffici anzidetti ogni altra notizia richiesta nei riguardi dei lavoratori agricoli nonchè gli elementi e i dati di cui possono venire in possesso per il reperimento dei nominativi dei coltivatori diretti assistibili dalle relative Casse di malattia e degli agricoltori soggetti al pagamento dei contributi unificati;

raccogliere e trasmettere agli uffici medesimi gli stati di famiglia e gli altri certificati occorrenti per la erogazione degli assegni familiari agli aventi diritto;

distribuire a tempo debito agli interessati i moduli di domanda di indennità di disoccupazione, trasmettendoli poi con le eventuali osservazioni agli Uffici provinciali dei contributi unificati;

mantenere gli opportuni contatti con le Commissioni comunali di cui all'art. 4 del decreto legislativo 8 febbraio 1945, n. 75.

Roma, addì 6 maggio 1957

Il Ministro: VIGORELLI

(3229)

DECRETO MINISTERIALE 10 maggio 1957.

Approvazione di una nuova tariffa di assicurazione sulla vita e delle relative opzioni presentate dalla rappresentanza generale per l'Italia, con sede in Milano, della Compagnia francese di assicurazione « Mutuelle Générale Française Vie ».

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visti il regio decreto-legge 29 aprile 1923, n. 966, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e le successive disposizioni modificative ed integrative;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 4 gennaio 1925, n. 63, modificato con i regi decreti 4 marzo 1926, n. 519, e 22 aprile 1940, n. 469;

Vista la domanda della rappresentanza generale per l'Italia con sede in Milano, della Compagnia francese di assicurazioni « Mutuelle Générale Française Vie » intesa ad ottenere l'approvazione di una nuova tariffa di assicurazione sulla vita e relative opzioni a scadenza;

Vista la relazione tecnica;

Decreta:

Sono approvate, secondo il testo relativo, debitamente autenticato, la seguente tariffa di assicurazione sulla vita e le relative opzioni a scadenza, presentate dalla rappresentanza generale per l'Italia, con sede in Milano, della Compagnia francese di assicurazione « Mutuelle Générale Française Vie »:

Tariffa relativa all'assicurazione combinata, a premio temporaneo, di un capitale pagabile alla morte dell'assicurato se questa avviene entro un'epoca prestabilita e dello stesso capitale, aumentato del 50 %, se l'assicurato sarà in vita a quell'epoca.

Roma, addì 10 maggio 1957

p. *Il Ministro*: MICHELI

(3250)

DECRETO MINISTERIALE 11 maggio 1957.

Variazioni allo stato di previsione della spesa del bilancio speciale per gli Uffici del lavoro portuale, per l'esercizio finanziario 1956-57.

IL MINISTRO PER LA MARINA MERCANTILE
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti gli articoli 7 e 10 del regio decreto-legge 24 settembre 1931, n. 1277, convertito, con modificazioni, nella legge 3 marzo 1932, n. 269 e successivamente modificato con la legge 25 maggio 1939, n. 880, contenente le norme intese a regolare la gestione amministrativa e contabile degli Uffici del lavoro portuale e dei fondi relativi;

Visto il decreto interministeriale 22 dicembre 1955, con il quale è stato approvato lo stato di previsione dell'entrata e della spesa del bilancio speciale per gli Uffici del lavoro portuale per l'esercizio finanziario 1956-57;

Visti i decreti interministeriali 27 settembre 1956, 13 marzo 1957 e 15 marzo 1957, con i quali sono state apportate variazioni allo stato di previsione della spesa del bilancio speciale per gli Uffici del lavoro portuale per l'esercizio finanziario 1956-57;

Considerata la necessità di apportare ulteriori variazioni allo stato di previsione della spesa del bilancio medesimo;

Sentito il Comitato amministrativo del bilancio speciale per gli Uffici del lavoro portuale;

Decreta:

E' approvata l'annessa tabella con la quale sono apportate variazioni allo stato di previsione della spesa del bilancio speciale per gli Uffici del lavoro portuale, per l'esercizio finanziario 1956-57.

Roma, addì 11 maggio 1957

Il Ministro per la marina mercantile
CASSIANI

Il Ministro per il tesoro
MEDICI

Tabella delle variazioni allo stato di previsione della spesa del bilancio speciale per gli Uffici del lavoro portuale per l'esercizio finanziario 1956-57.

In aumento:

Cap. 6. — Compensi speciali in eccedenza, ecc. L. 1.000.000

In diminuzione:

Cap. 10. — Devoluzione al fondo di riserva dell'avanzo di gestione dell'esercizio L. 1.000.000

Roma, addì 11 maggio 1957

Il Ministro per la marina mercantile
CASSIANI

Il Ministro per il tesoro
MEDICI

(3255)

DECRETO MINISTERIALE 15 maggio 1957.

Sostituzione di un membro del Consiglio di amministrazione dell'ente autonomo « Fiera internazionale di Genova », con sede in Genova.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto il regio decreto-legge 29 gennaio 1934, n. 454, convertito nella legge 5 luglio 1934, n. 1607, sulla disciplina delle fiere, mostre ed esposizioni;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 febbraio 1956, n. 310, col quale è stata riconosciuta la personalità giuridica all'ente autonomo « Fiera internazionale di Genova » e ne è stato approvato lo statuto;

Visto il proprio decreto 25 marzo 1957, riguardante la nomina, per un triennio, del Consiglio di amministrazione dell'Ente stesso;

Ritenuto che occorre provvedere alla sostituzione del dott. Mariano Trombetta, in base alla comunicazione della Camera di commercio, industria e agricoltura di Genova;

Decreta:

Articolo unico.

Il cav. del lavoro dott. ing. Armando Piaggio è nominato membro del Consiglio di amministrazione dell'ente autonomo « Fiera internazionale di Genova », con sede in Genova, in rappresentanza della Camera di commercio, industria e agricoltura di Genova, in sostituzione del dott. Mariano Trombetta.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 15 maggio 1957

Il Ministro: CORTESE

(3224)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Autorizzazione all'Opera nazionale per la protezione della maternità e dell'infanzia ad accettare la donazione di un immobile sito in Tricase (Lecce).

Con decreto commissariale n. 370.24005.61238, in data 7 maggio 1957, l'Opera nazionale per la protezione della maternità e dell'infanzia è stata autorizzata ad accettare la donazione, disposta dall'Amministrazione comunale di Tricase (Lecce), di un'area edificatoria, con fabbricato in fase di costruzione, della superficie di mq 1358, sita in Tricase, indicata nel catasto comunale alla pagina n. 4316, foglio n. 41, particella n. 455-*b*, da utilizzarsi per la costruzione di una Casa della Madre e del Bambino.

(3198)

MINISTERO DELLA DIFESA - AERONAUTICA

Trasferimento al patrimonio dello Stato degli immobili costituenti il sedime dell'aeroporto di Foligno, parte ovest

Con decreto del Ministro per la difesa-Aeronautica, di concerto col Ministro per le finanze, in data 12 marzo 1957, n. 612, registrato alla Corte dei conti addì 10 maggio 1957, registro n. 32 Aeronautica, foglio n. 257, è stata dismessa dal pubblico Demanio aeronautico e trasferita tra i beni patrimoniali dello Stato una zona di terreno già espropriata dall'Amministrazione aeronautica per la costituzione dell'aeroporto di Foligno, parte ovest, è distinta in catasto: pag. 3739, foglio 195, mapp. pr. 235, superficie ettari 21.72.60; pag. 3739, foglio 237, mapp. pr. 89, superficie ettari 46.66.90.

(3236)

MINISTERO DELLA DIFESA - MARINA

Passaggio dal Demanio pubblico a quello patrimoniale dello Stato di un'area di terreno sita nel comune di Giovinazzo (Bari).

Con decreto interministeriale 23 febbraio 1957 è stato disposto il passaggio dal Demanio pubblico a quello patrimoniale dello Stato di un'area di terreno dell'estensione di mq. 9443, sita nel comune di Giovinazzo (Bari), distinta nel catasto dello stesso Comune con i mappali nn. 4 e 231 del foglio n. 2.

(3119)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Variante al piano di ricostruzione di Isernia, relativa all'ampliamento della zona di espansione lungo le vie XXIV Maggio e Giovanni Berta.

Con decreto Ministeriale 11 maggio 1957, n. 1879, è stata approvata la variante al piano di ricostruzione di Isernia riguardante l'ampliamento della zona di espansione lungo le vie XXIV Maggio e Giovanni Bertà vistata in una planimetria in scala 1:2000.

Per l'attuazione delle opere previste in detta variante è assegnato lo stesso termine di validità del piano di ricostruzione di Isernia che — giusta il disposto dell'art. 1 della legge 21 dicembre 1955, n. 1357 — continuerà ad avere efficacia fino alla data di entrata in vigore del piano regolatore generale del Comune medesimo.

(3117)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Approvazione delle varianti al piano di ricostruzione di Sant'Angelo del Pesco

Con decreto Ministeriale 11 maggio 1957, n. 1878, sono state approvate, con la prescrizione di cui alle premesse del decreto medesimo, le varianti al piano di ricostruzione di Sant'Angelo del Pesco vistate in due planimetrie in scala 1:500.

Per l'attuazione delle opere previste in dette varianti è assegnato lo stesso termine di attuazione del piano di ricostruzione prorogato fino al 15 gennaio 1959.

(3116)

MINISTERO DELLE FINANZE

AMMINISTRAZIONE AUTONOMA DEI MONOPOLI DI STATO

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 9 aprile 1957, registrato alla Corte dei conti il 9 maggio successivo, è stato respinto il ricorso straordinario in via amministrativa esperito dalla signora Bevitori Lucia avverso la mancata assegnazione in suo favore dell'istituenda rivendita generi di monopolio in Forlì, via Campo di Marte.

(3199)

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Cessazione di notaio dall'esercizio

Agli effetti dell'art. 59, n. 2, della legge sul notariato 16 febbraio 1913, n. 89, si porta a conoscenza che, con decreto del Presidente della Repubblica 13 maggio 1957, in corso di registrazione alla Corte dei conti, il notaio sottoindicato è stato dispensato dall'ufficio per limite di età, con effetto dalla data a fianco indicata, in applicazione degli articoli 7 della legge 6 agosto 1926, n. 1365, e 37 a 39 del regio decreto 14 novembre 1926, n. 1953:

Roccatagliata Luigi, residente nel comune di Genova, vembre 1926, n. 1953:

(3260)

MINISTERO DELLE POSTE E DELLE TELECOMUNICAZIONI

Attivazione di servizio fonotelegrafico

Il giorno 30 maggio 1956 è stato attivato il servizio fonotelegrafico presso l'agenzia postale Zerman (Treviso), in collegamento con l'ufficio postelegrafico di Mogliano Veneto, mediante utilizzazione del circuito telefonico sociale.

(3168)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 118

Corso dei cambi del 23 maggio 1957 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,87	624,86	624,87	624,80	624,80	624,88	624,85	624,85	624,87	624,85
$ Can.	654 —	654,25	653,50	654,25	653,40	654,25	654,125	653,50	654,375	654,25
Fr. Sv. lib.	145,82	145,815	145,80	145,81	145,75	145,82	145,825	145,80	145,82	145,82
Kr D.	90,37	90,32	90,33	90,31	90,35	90,37	90,33	90,53	90,38	90,35
Kr N.	87,86	87,82	87,82	87,82	87,80	87,86	87,82	87,86	87,86	87,80
Kr Sv.	121,54	121,46	121,48	121,47	121,35	121,54	121,48	121,53	121,54	121,52
Fol	164,90	164,83	164,83	164,77	164,85	164,90	164,81	164,89	164,91	164,85
Fr B.	12,485	12,48	12,48	12,4787	12,4775	12,48	12,47685	12,4825	12,48	12,48
Fr Fr.	178,29	178,25	178,24	178,20	178,20	178,29	178,19	178,28	178,30	178,22
Fr Sv. acc.	143,50	143,39	143,40	143,37	143,37	143,48	143,39	143,50	143,47	143,40
Lst.	1756,50	1755,375	1755,75	1755,375	1755,25	1756,44	1755,625	1756,125	1756,75	1755,50
Dm. occ.	149,71	149,63	149,63	149,635	149,60	149,71	149,67	149,69	149,73	149,64
Scell. Aust.	24,175	24,17	24,18	24,16875	24,18	24,17	24,1725	24,18	24,17	24,17

Media dei titoli del 23 maggio 1957

Titolo	Valore
Rendita 3,50 % 1906	66,175
Id. 3,50 % 1902	57,775
Id. 5 % 1935	89,775
Redimibile 3,50 % 1934	78,75
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	73,475
Id. 5 % (Ricostruzione)	88,325
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	82,875
Id. 5 % 1936	96,425
Id. 5 % (Città di Trieste)	83,325
Id. 5 % (Beni Esteri)	82,20

Titolo	Valore
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	97,225
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	96,075
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	94,625
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	93,725
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	93,45
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	93,275
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	93,30

Il Contabile del Portafoglio dello Stato
MILLO

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 23 maggio 1957

Valuta	Cambio
1 Dollaro USA	624,825
1 Dollaro canadese	654,25
1 Franco svizzero lib.	145,817
1 Corona danese	90,32
1 Corona norvegese	87,82
1 Corona svedese	121,475
1 Fiorino olandese	164,79
1 Franco belga	12,477
100 Franchi francesi	178,195
1 Franco svizzero acc.	143,38
1 Lira sterlina	1755,50
1 Marco germanico	149,652
1 Scellino austriaco	24,17

Cambi di compensazione valevoli ai sensi degli accordi esistenti

Egitto . . . Lit. 1794,55 per una lira egiziana

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Concorso per esami a due posti di consigliere di 3ª classe in prova nella carriera del personale direttivo del Commissariato per il turismo.

IL PRESIDENTE DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Vista la legge 21 agosto 1921, n. 1312, contenente norme a favore degli invalidi di guerra, e successive modificazioni ed estensioni;

Visto il regio decreto-legge 3 gennaio 1926, n. 48, recante benefici a favore degli ex combattenti;

Vista la legge 26 luglio 1929, n. 1397, recante benefici a favore degli orfani di guerra, e successive modificazioni;

Visto il regio decreto-legge 2 dicembre 1935, n. 2111, che estende agli invalidi ed orfani e congiunti dei caduti in Africa orientale le disposizioni a favore degli invalidi di guerra, orfani e congiunti di caduti in guerra;

Visto il regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, che estente ai combattenti in Africa orientale le provvidenze emanate a favore degli ex combattenti della guerra 1915-18;

Visto il regolamento del personale, approvato con il regio decreto 29 luglio 1938, n. 1234, e modificato con il decreto del Presidente della Repubblica 9 luglio 1953, n. 687;

Vista la legge 20 marzo 1940, n. 223, concernente l'aumento del limite massimo di età per i capi di famiglie numerose, partecipanti a pubblici concorsi;

Vista la legge 25 settembre 1940, n. 1458, che estende agli invalidi, orfani e congiunti di caduti nella guerra 1940-43 tutte le disposizioni recanti benefici per l'assunzione nei pubblici impieghi;

Visto il regio decreto-legge 8 luglio 1941, n. 868, recante benefici a favore dei combattenti della guerra 1940-43;

Visto il regio decreto-legge 18 agosto 1942, n. 1175, recante l'estensione, in quanto applicabili, ai figli dei militari e cittadini invalidi di guerra aventi pensione o assegno rinnovabile di 1ª categoria, delle disposizioni di legge a favore degli orfani di guerra;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 29 marzo 1945, n. 267, che fissa i criteri per stabilire la qualifica di capo di famiglia numerosa;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 4 agosto 1945, n. 467, recante l'estensione delle vigenti disposizioni concernenti i reduci ed i congiunti dei caduti in guerra ai reduci e ai congiunti dei caduti per la lotta di liberazione;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 21 agosto 1945, n. 518, e il decreto legislativo 30 giugno 1947, n. 625, concernenti il riconoscimento della qualifica di partigiano;

Visto il decreto legislativo luogotenenziale 12 aprile 1946, n. 320, recante benefici a favore degli addetti ai lavori di bonifica dei campi minati;

Visto il regio decreto legislativo 24 maggio 1946, n. 615, sul trattamento del personale della Marina militare impiegato nelle operazioni di dragaggio, disattivazione e distruzione delle mine marine e di altri ordigni esplosivi in mare;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 6 settembre 1946, n. 93, che equipara a tutti gli effetti i partigiani combattenti ai militari volontari che hanno operato con le unità regolari delle Forze armate nella guerra di liberazione;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 8 settembre 1947, n. 885, che estende ai profughi dei territori di confine i benefici previsti in favore dei reduci;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 12 settembre 1947, n. 941, che istituisce il Commissariato per il turismo;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 1° novembre 1947, n. 1815, che estende i benefici di cui allo art. 10 del decreto legislativo luogotenenziale 12 aprile 1946, n. 320, al personale che ha proceduto alla bonifica di campi minati prima dell'entrata in vigore del decreto stesso;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 12 settembre 1947, n. 1488, ratificato con legge 5 aprile 1952, n. 404, che prevede, tra l'altro, l'aumento dei limiti di età per i perseguitati politici e razziali, partecipanti a pubblici concorsi;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 20 febbraio 1948, n. 1116, contenente norme per l'applicazione agli addetti ai lavori di bonifica dei campi minati dei benefici previsti dalle vigenti disposizioni a favore dei combattenti e dei reduci di guerra;

Visto il decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, che estende ai profughi dell'Africa italiana i benefici previsti per i reduci;

Visto il decreto legislativo 2 marzo 1948, n. 135, ratificato con la legge 3 novembre 1952, n. 1790, sulla applicabilità ai mutilati ed invalidi civili ed ai congiunti dei caduti civili per fatti di guerra dei benefici spettanti ai mutilati ed invalidi di guerra ed ai congiunti dei caduti di guerra;

Visto il decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato, con modificazioni, con legge 23 febbraio 1952, n. 93, contenente norme per la concessione dei benefici ai combattenti della seconda guerra mondiale;

Visto il decreto legislativo 19 marzo 1948, n. 241, sulla equiparazione ai combattenti di coloro che hanno partecipato alla guerra di liberazione nelle formazioni non regolari;

Visto il decreto legislativo 8 aprile 1948, n. 241, ratificato con la legge 15 novembre 1952, n. 1792, riguardante la sistemazione dei servizi stampa, spettacolo e del Commissariato per il turismo, nonchè dei relativi ruoli organici;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 1° giugno 1948, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 21 giugno 1948, n. 142, contenente norme per il riconoscimento della qualifica di profugo;

Visto il decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri, Ministro ad interim per l'Africa Italiana in data 10 giugno 1948, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 19 giugno 1948, n. 141, contenente le norme di attuazione del decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, riguardante l'estensione ai profughi di Africa dei benefici previsti per i reduci;

Vista la legge 19 agosto 1948, n. 1180, concernente l'estensione ai mutilati ed invalidi ed ai congiunti dei morti in occasione dei fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, delle disposizioni vigenti in materia di pensioni di guerra e di quelle relative ai benefici e alle provvidenze spettanti ai mutilati ed agli invalidi di guerra ed ai congiunti dei caduti di guerra;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 17 marzo 1949, n. 212, concernente le norme per l'estensione dei benefici previsti per i combattenti e per i reduci di guerra a coloro che sono stati addetti prima del 24 maggio 1946 ad operazioni di bonifica da mine e a coloro che sono stati addetti, prima e dopo la detta data, ad operazioni di rastrellamento e brillamento di ordigni esplosivi diversi dalle mine;

Vista la legge 3 giugno 1950, n. 375, concernente l'assunzione obbligatoria al lavoro degli invalidi di guerra e il relativo regolamento, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 18 giugno 1952, n. 1176;

Vista la legge 15 luglio 1950, n. 539, concernente l'applicabilità ai mutilati ed invalidi del servizio ed ai congiunti, dei caduti per servizio dei benefici spettanti ai mutilati ed invalidi di guerra ed ai congiunti dei caduti in guerra;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 18 aprile 1951, n. 461, contenente norme per l'ammissione alle prove di esame di concorsi per l'ingresso nelle carriere dei gruppi *A*, *B* e *C* del Commissariato per il turismo;

Vista la legge 24 luglio 1951, n. 660, che estende ai mutilati ed invalidi ed ai congiunti dei morti in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, le disposizioni vigenti in materia di pensioni di guerra e di quelle relative ai benefici e alle provvidenze spettanti ai mutilati ed agli invalidi di guerra ed ai congiunti dei caduti di guerra;

Vista la legge del 1° ottobre 1951, n. 1140, concernente la estensione ai congiunti dei cittadini dichiarati irreperibili per eventi di guerra o connessi allo stato di guerra delle provvidenze previste dalle norme vigenti a favore dei congiunti dei caduti in guerra;

Vista la legge del 4 marzo 1952, n. 137, contenente norme per l'assistenza a favore dei profughi;

Vista la legge 23 marzo 1952, n. 207, concernente l'estensione ai mutilati ed invalidi ed ai congiunti dei caduti in seguito ad azioni singole o collettive aventi fini politici, nelle Provincie di confine con la Jugoslavia o nei territori soggetti a detto Stato, delle disposizioni recanti benefici a favore dei mutilati ed invalidi di guerra nonchè dei congiunti dei caduti in guerra;

Visti i decreti del Presidente della Repubblica 2 agosto 1952, che fissano, nei riguardi del territorio della Somalia e di quello della Libia, il termine di applicabilità della legge 24 lu-

glio 1951, n. 660, concernente l'estensione ai mutilati ed invalidi ed ai congiunti dei morti in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, delle disposizioni della legge 19 agosto 1948, n. 1180;

Vista la legge 24 febbraio 1953, n. 142, concernente l'assunzione obbligatoria al lavoro degli invalidi per servizio e degli orfani dei caduti per servizio;

Vista la legge 16 aprile 1953, n. 409, che prevede, tra l'altro, l'elevazione temporanea del limite massimo di età a favore del personale del soppresso Istituto per le relazioni culturali con l'estero (I.R.C.E.), che partecipi a pubblici concorsi;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 25 giugno 1953, n. 492, che prevede l'esenzione dal bollo per i candidati indigenti;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 24 giugno 1954, n. 368, con il quale vengono fissate le nuove norme per la presentazione dei documenti nei concorsi per le carriere statali;

Vista la legge 9 agosto 1954, n. 654, che, fra l'altro, estende le disposizioni in favore degli orfani ed invalidi di guerra agli orfani ed invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953;

Vista la legge 5 gennaio 1955, n. 14, che reca provvidenze per i mutilati ed invalidi e per i congiunti dei caduti che appartennero alle forze armate della repubblica sociale italiana;

Vista la legge 10 marzo 1955, n. 96, che reca provvidenze a favore dei perseguitati politici antifascisti o razziali e dei loro familiari superstiti;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 16, sull'ordinamento delle carriere degli impiegati civili dello Stato;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 17, sullo statuto degli impiegati civili dello Stato;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 19, sul conglobamento totale del trattamento economico del personale statale;

Visto il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con il decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3;

Decreta:

Art. 1.

E' indetto un concorso per esami a due posti di consigliere di 3ª classe in prova nella carriera del personale direttivo del Commissariato per il turismo.

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso gli aspiranti devono essere muniti di uno dei seguenti titoli di studio:

diploma di laurea in giurisprudenza, in economia e commercio, in scienze politiche o titoli di studio equipollenti per materia, rilasciati da Università o da altro Istituto di istruzioni superiore.

Possono partecipare al concorso anche gli impiegati delle carriere di concetto che non siano in possesso del prescritto titolo di studio, purchè rivestano qualifica non inferiore a quella di segretario aggiunto ed abbiano il diploma di Istituto di istruzione secondaria di 2° grado.

Art. 3.

Per partecipare al concorso gli aspiranti debbono aver compiuto alla data di scadenza del termine stabilito dal presente decreto, il diciottesimo anno di età e non oltrepassato il trentesimo.

Il suddetto limite massimo di età è elevato:

I) di cinque anni:

per coloro che abbiano partecipato, nei reparti delle Forze armate dello Stato, alle operazioni militari svoltesi nell'Africa orientale dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936;

per coloro che abbiano partecipato, nei reparti delle Forze armate dello Stato, ovvero in qualità di militarizzati o assimilati, alle operazioni della guerra 1940-43 e della guerra di liberazione;

per i partigiani combattenti e per i cittadini deportati dal nemico, posteriormente all'8 settembre 1943;

per coloro che appartengono alle altre categorie alle quali sono applicabili i benefici previsti dalle disposizioni in vigore a favore dei combattenti.

Sono esclusi dal beneficio di cui sopra coloro che abbiano riportato condanne per reati commessi durante il servizio militare anche se sia successivamente intervenuta amnistia, indulto o commutazione di pena, e coloro che si trovino nei casi previsti dall'art. 11 del decreto legislativo 4 marzo 1948, n. 137, ratificato con la legge 23 febbraio 1952, n. 93;

per i profughi dall'Eritrea, dall'Etiopia, dalla Libia (limitatamente ai rimpatriati fino al 23 dicembre 1951) e dalla Somalia (limitatamente ai rimpatriati fino al 31 marzo 1950);

per i profughi dai territori sui quali, in seguito al trattato di pace, è cessata la sovranità dello Stato italiano;

per i profughi dai territori esteri;

per i profughi da zone del territorio nazionale colpite dalla guerra;

II) per i candidati già colpiti dalle abrogate leggi razziali, del periodo di tempo intercorso dal 5 settembre 1938 al 9 agosto 1944 ai sensi dell'art. 5 del regio decreto-legge 20 gennaio 1944, n. 25, convertito senza modifiche nella legge 5 maggio 1949, n. 78, purchè non superino il 40° anno di età;

III) ad anni trentanove:

per i combattenti ed assimilati decorati di medaglia al valor militare o croce di guerra al valor militare oppure per i promossi per merito di guerra;

per i capi di famiglie numerose di cui all'art. 2 della legge 20 marzo 1940, n. 233, modificata dall'art. 4 del decreto legislativo luogotenenziale 29 marzo 1945, n. 267;

IV) ad anni quaranta:

per coloro che abbiano riportato, per comportamento contrario al regime fascista, sanzioni penali o di polizia ovvero siano stati deportati od internati per motivi di persecuzione razziale;

per il personale dipendente dal soppresso Istituto per le relazioni culturali con l'estero (I.R.C.E.) al 18 giugno 1953.

Le elevazioni di cui ai commi precedenti si cumulano tra loro purchè complessivamente non si superino i quaranta anni di età;

V) il limite massimo di età è altresì elevato:

a) di due anni nei riguardi degli aspiranti che siano coniugati alla data in cui scade il termine di presentazione delle domande di partecipazione al concorso;

b) di un anno per ogni figlio vivente alla data medesima.

L'elevazione di cui alla lettera *a*) si cumula con quella di cui alla lettera *b*) ed entrambe con quelle previste dalle altre disposizioni di cui sopra purchè complessivamente non si superino i 40 anni.

Il limite massimo di età è inoltre elevato fino a quarantacinque anni, ritenendosi però assorbita ogni altra elevazione eventualmente spettante:

per i mutilati ed invalidi di guerra, per i mutilati ed invalidi per la lotta di liberazione, per i mutilati ed invalidi civili per fatti di guerra, per i mutilati ed invalidi per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, per i mutilati ed invalidi per servizio militare o civile, per i mutilati ed invalidi in occasione di azioni di terrorismo politico nei territori delle ex colonie italiane, per i mutilati od invalidi in occasione di azioni singole o collettive aventi fini politici nelle Provincie di confine con la Jugoslavia e nei territori soggetti a detto Stato, per i mutilati ed invalidi per i fatti di Trieste del 4, 5 e 6 novembre 1953.

Non sono ammessi a tale beneficio gli invalidi di cui al precedente comma assegnati alla nona e decima categoria di pensione, ad eccezione di quelli contemplati dalle voci 4 e 10 della categoria nona e da 3 a 6 della categoria decima della tabella allegato *A* del decreto luogotenenziale 20 maggio 1917, n. 876 e dalle voci 4, 6, 7, 8, 9, 10 e 11 della tabella allegato *B* al regio decreto 12 luglio 1923, n. 1491.

Gli invalidi per servizio sono inoltre esclusi dal beneficio suddetto anche se affetti dalle lesioni contemplate nelle voci da 4 a 10 della tabella *B* annessa alla legge 10 agosto 1950, n. 648.

Art. 4.

Le domande di ammissione al concorso, redatte su carta bollata da L. 200, firmate dagli aspiranti di proprio pugno, dovranno essere dirette al Commissariato per il turismo e fatte pervenire all'Ufficio del personale e degli affari generali (Roma, via Boncompagni, 15), entro il termine perentorio di giorni trenta dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Gli aspiranti debbono dichiarare nella domanda:

il cognome e il nome;

la data e il luogo di nascita. Coloro che, pur avendo superato il 30° anno, chiedono l'ammissione al concorso perchè in possesso di uno o più requisiti particolari previsti nell'articolo precedente, dovranno indicare in base a quale titolo hanno diritto alla elevazione del limite massimo di età;

il possesso della cittadinanza italiana;
il Comune ove sono iscritti nelle liste elettorali, ovvero i motivi della non iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;
le eventuali condanne penali riportate;
il titolo di studio posseduto;
la loro posizione nei riguardi degli obblighi militari.

Dalle domande dovranno inoltre risultare:
le complete generalità, il domicilio ed il recapito del candidato, nonchè l'indicazione della lingua estera in cui il candidato stesso intende sostenere la prova orale.

Alle domande dovrà essere allegata una fotografia di data recente (da applicarsi su carta bollata da L. 100) con la firma del concorrente debitamente autenticata e legalizzata a meno che il medesimo non sia provvisto di libretto ferroviario, concessione C, nel qual caso dovrà indicare, nella domanda di ammissione al concorso, l'Amministrazione che ha emesso il libretto, nonchè il numero e la data del rilascio e della eventuale conferma del libretto stesso.

La firma in calce alla domanda deve essere autenticata da notaio o dal segretario comunale del luogo di residenza dell'aspirante. Per i dipendenti statali è sufficiente il visto del capo dell'ufficio nel quale prestano servizio.

Non si terrà conto delle domande che dovessero pervenire al Commissariato dopo il termine sopra indicato o prive delle indicazioni previste dal bando.

Art. 5.

I concorrenti che abbiano superato la prova orale dovranno far pervenire all'Ufficio del personale e degli affari generali del Commissariato per il turismo, entro il termine perentorio di venti giorni, che decorrono dal giorno successivo a quello in cui hanno ricevuto invito in tal senso dall'Amministrazione, i documenti precritti per dimostrare gli eventuali titoli di precedenza o di preferenza nelle nomine.

Art. 6.

La graduatoria del concorso sarà approvata con decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri sotto condizione dell'accertamento dei requisiti per l'ammissione all'impiego. A tal fine i concorrenti utilmente collocati nella graduatoria saranno invitati a far pervenire all'Amministrazione, nel termine perentorio di trenta giorni, che decorrono dal giorno successivo a quello in cui hanno ricevuto l'invito, i seguenti documenti

1) estratto dell'atto di nascita (e non certificato), su carta bollata da L. 100;

2) diploma originale o copia notarile, su carta bollata da L. 100, di uno dei titoli di studio indicati nel precedente art. 2.

Quando il diploma non sia stato ancora rilasciato, è consentito di presentare, in sua vece, il certificato-diploma, su carta bollata da L. 100, contenente la dichiarazione di essere quello sostitutivo, a tutti gli effetti del diploma, sino a quando quest'ultimo non potrà essere rilasciato.

In caso di smarrimento o distruzione del diploma, il candidato dovrà presentare il relativo duplicato rilasciato ai sensi dell'art. 50 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269;

3) certificato su carta bollata da L. 100 dal quale risulti che il concorrente è cittadino italiano;

4) certificato su carta bollata da L. 100, dal quale risulti che il candidato gode dei diritti politici, ovvero che non è incorso in nessuna delle cause che, a termine delle disposizioni vigenti, ne impediscano il possesso;

5) certificato di buona condotta morale e civile, su carta bollata da L. 100, del Comune ove il candidato risiede da almeno un anno. In caso di residenza per un tempo inferiore, dovranno anche essere presentati certificati dei Comuni ove il candidato ha avuto precedenti residenze entro l'anno;

6) certificato generale del casellario giudiziale su carta bollata da L. 200;

7) certificato, su carta bollata da L. 100, rilasciato dal medico provinciale o da un medico militare o dall'ufficiale sanitario del Comune di residenza, da cui risulti che il candidato è di sana e robusta costituzione fisica ed è esente da difetti o imperfezioni che influiscano sul rendimento in servizio.

Qualora il candidato sia affetto da qualsiasi imperfezione fisica, il certificato ne deve fare espressa menzione. Il Commissariato per il turismo, si riserva di sottoporre, eventualmente, i candidati alla visita di un sanitario di sua fiducia.

Nei confronti dei mutilati, invalidi di guerra ed assimilati, saranno osservate, per le eventuali visite mediche di controllo, le norme di cui al regolamento approvato con il decreto del Presidente della Repubblica 18 giugno 1952, n. 1776;

8) copia o estratto dello stato di servizio militare (per gli ufficiali) e del foglio matricolare (per i sottufficiali e militari di truppa), annotato delle eventuali benemerenze di guerra e munito della marca da bollo da L. 200 sul primo foglio e da L. 100 su ogni intercalare.

Anche coloro che siano stati dichiarati abili arruolati dal competente Consiglio di leva, oppure che siano stati riformati successivamente alla loro presentazione alle armi dovranno produrre uno dei suddetti documenti.

I documenti sopra indicati non possono essere sostituiti dal foglio di congedo.

Coloro che sono stati dichiarati riformati e rivedibili dal competente Consiglio di leva, dovranno presentare il certificato di esito di leva, in carta bollata da L. 100. Questo certificato, se è rilasciato dal sindaco, dovrà contenere anche il visto di conferma del commissario di leva competente.

I candidati, infine, che non siano stati ancora sottoposti al giudizio del predetto Consiglio di leva, dovranno invece produrre il certificato di iscrizione nelle liste di leva su carta bollata da L. 100;

9) stato di famiglia su carta bollata da L. 100 da esibirsi soltanto dai coniugati con o senza prole o dai vedovi con prole.

I candidati che siano impiegati di ruolo di una pubblica Amministrazione potranno produrre soltanto i documenti di cui ai numeri 2) e 7) del presente articolo e una copia integrale dello stato matricolare di servizio civile, rilasciata dall'Amministrazione dalla quale l'aspirante dipende, munita delle prescritte marche da bollo, debitamente annullate.

Art. 7.

Ai fini dell'applicazione dei benefici previsti dalle vigenti disposizioni a favore degli ex combattenti ed assimilati, degli invalidi di guerra ed assimilati, dei congiunti dei caduti in guerra ed assimilati, dei decorati al valor militare e per merito di guerra, dei feriti di guerra, dei profughi, dei perseguitati politici e razziali, dei coniugati e vedovi e dei capi di famiglia numerosa dei dipendenti statali non di ruolo, gli interessati dovranno produrre i seguenti documenti

coloro che hanno partecipato alle operazioni militari svoltesi in Africa italiana dal 3 ottobre 1935 al 5 maggio 1936 presenteranno la dichiarazione integrativa da rilasciarsi per l'applicazione del regio decreto-legge 2 giugno 1936, n. 1172, ai sensi della circolare n. 427 del Giornale militare ufficiale 1937 in bollo da L. 100;

gli ex combattenti della guerra 1940-43, della guerra di liberazione e della lotta di liberazione (partigiani combattenti) di cui ai decreti legislativi 4 marzo 1948, n. 137 e 19 marzo 1948, n. 241, e dalla legge 23 febbraio 1952, n. 93, dovranno produrre, a seconda dell'Arma o Corpo di appartenenza, la dichiarazione integrativa in bollo da L. 100 di cui alla circolare n. 5000 del 1° agosto 1948 dello Stato Maggiore dell'Esercito o quella di cui alla circolare n. 202860 dell'8 luglio 1948 dello Stato Maggiore dell'Aeronautica, ovvero quella di cui alla circolare n. 27200 del 3 luglio 1948 dello Stato Maggiore della Marina;

i reduci dalla deportazione o dall'internamento presenteranno apposita attestazione in carta bollata da L. 100 rilasciata dal prefetto della Provincia nel cui territorio l'interessato ha la sua residenza, ai sensi dell'art. 8 del decreto legislativo luogotenenziale 14 febbraio 1946, n. 27;

i mutilati e gli invalidi di guerra, dovranno produrre il decreto di concessione della relativa pensione ovvero il certificato mod. 69 rilasciato dalla Direzione generale delle pensioni di guerra, mentre i mutilati ed invalidi per servizio dovranno presentare il decreto di concessione della pensione;

gli orfani di caduti e i figli degli invalidi per la guerra 1915-18 o per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale e, rispettivamente, dei caduti e degli invalidi anche se assimilati o militarizzati, in dipendenza della guerra 1940-43, per la guerra di liberazione o per la lotta di liberazione dovranno dimostrare la loro qualità i primi mediante certificato, su carta bollata da L. 100, rilasciato dal competente comitato provinciale dell'Opera nazionale per la protezione ed assistenza agli orfani di guerra, legalizzato dal prefetto; gli altri con l'esibizione della dichiarazione mod. 69, rilasciata dalla Direzione generale delle pensioni di guerra a nome del padre del candidato, oppure con un certificato, su carta bollata da L. 100, del sindaco del Comune di residenza sulla conforme dichiarazione di tre testimoni ed in base alle risultanze anagrafiche e dello stato civile, legalizzato dal prefetto;

le madri, le vedove non rimaritate e le sorelle (vedove o nubili) dei caduti in guerra e per i fatti d'arme verificatisi dal 16 gennaio 1935 in Africa orientale e dei caduti civili per fatti di guerra e per i fatti di Mogadiscio dell'11 gennaio 1948, e dei caduti per causa di servizio e categorie assimilate, dovranno esibire un certificato su carta bollata da L. 200, rilasciato dal sindaco del Comune di residenza, legalizzato dal prefetto;

i profughi dell'Africa italiana che si trovano in una delle condizioni contemplate nell'art. 2 del decreto legislativo 26 febbraio 1948, n. 104, dovranno presentare l'attestazione prevista dall'art. 5 del decreto Ministeriale (Africa Italiana) 10 giugno 1948, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 12 giugno 1948, n. 141, in carta bollata da L. 100;

i profughi di territorio di confine che si trovano nelle condizioni previste dall'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 3 settembre 1947, n. 885, dovranno esibire l'attestazione prevista dall'art. 6 del decreto del Presidente del Consiglio dei Ministri 1° giugno 1948 (*Gazzetta Ufficiale* n. 142 del 21 giugno 1948), in carta bollata da L. 100;

i decorati di medaglia al valor militare o di croce di guerra, i feriti di guerra e i promossi di grado militare per merito di guerra, e gli insigniti di ogni altra attestazione speciale per merito di guerra, dovranno produrre l'originale, o copia autentica, del relativo brevetto o del documento di concessione;

coloro che abbiano riportato per comportamento contrario al regime fascista sanzioni penali o di polizia ovvero siano stati deportati o internati per motivi di persecuzione razziale, dovranno produrre copia della sentenza emessa a loro carico o attestazione del prefetto della Provincia in cui hanno la residenza in carta bollata da L. 100;

i capi di famiglia numerosa dovranno far risultare dallo stato di famiglia di cui al punto 9) del precedente art. 6 che la famiglia stessa è costituita da almeno sette figli viventi computando fra essi anche i figli caduti in guerra.

Art. 8.

I certificati di cittadinanza italiana, di buona condotta morale e civile, di godimento dei diritti politici, quello medico, quello generale del casellario giudiziale e lo stato di famiglia debbono essere di data non anteriore a tre mesi da quella dell'invito fatto dall'Amministrazione a norma del precedente art. 6.

I documenti, certificati ed attestati indicati nel precedente bando debbono essere legalizzati o vidimati dalle autorità competenti, tranne quelli rilasciati dalle autorità sedenti in Roma.

Non è ammesso far riferimento a documenti presentati ad altre Amministrazioni dello Stato ad eccezione del titolo di studio originale, per il quale deve essere precisato l'ufficio ove trovasi depositato ed il motivo.

Per coloro che abbiano dovuto abbandonare la residenza nei territori di confine o non abbiano potuto farvi ritorno, è ammessa la presentazione di documenti diversi da quelli prescritti, sempreché riconosciuti idonei dall'Amministrazione.

Tutti i candidati, a qualunque categoria appartengano (compresi, quindi, gli invalidi, di guerra, gli orfani di guerra, ecc.) devono presentare la domanda ed i documenti in carta bollata.

I candidati dichiarati indigenti, hanno facoltà di produrre, in carta libera, i soli documenti di cui ai numeri 1), 3), 4), 5), 6) e 7) del precedente art. 6, purchè dai documenti risulti esplicitamente la loro condizione di indigenza mediante citazione degli estremi dell'attestato rilasciato dall'autorità di pubblica sicurezza che dovrà essere allegato ai documenti stessi.

Art. 9.

Tutti i requisiti per ottenere l'ammissione al concorso debbono essere posseduti alla data di scadenza del termine utile per la presentazione delle domande.

I requisiti che diano titolo di preferenza per la nomina al posto anche se vengano ad essere posseduti dopo la scadenza del termine utile per la presentazione delle domande, possono essere documentati non oltre il giorno precedente a quello in cui il candidato dovrà sostenere la prova orale.

Art. 10.

La Commissione esaminatrice del concorso sarà composta:

di un presidente di sezione del Consiglio di Stato o di un consigliere di Stato, presidente;

di un consigliere o referendario della Corte dei conti;

di un professore di Università, docente di una delle discipline che sono argomento di prove scritte;

del capo del personale del Commissariato per il turismo;

di un funzionario della carriera direttiva del Commissariato per il turismo di qualifica non inferiore a direttore di divisione, membri.

Un funzionario della carriera direttiva del Commissariato per il turismo, di qualifica non inferiore a consigliere di 2ª classe, eserciterà le funzioni di segretario.

Alla Commissione saranno eventualmente aggregati altri membri per le prove di lingue estere.

Art. 11.

Le prove d'esame si effettueranno in base al seguente programma:

Prove scritte:

1) diritto civile;

2) diritto costituzionale ed amministrativo;

3) economia politica e scienza delle finanze;

4) svolgimento di un tema di cultura generale storico-letteraria, con particolare riguardo alla storia dell'arte italiana.

La prova orale verterà sulle materie oggetto delle prove scritte e sulle seguenti altre: diritto internazionale pubblico; nozioni di statistica teorica (generalità, leggi, dati, metodi statistici) ed applicata (statistica della popolazione, demografia, statistiche economiche); storia civile e letteraria d'Italia dal Trattato di Aquisgrana (1748) ai giorni nostri; geografia fisica e antropica dell'Italia; una lingua straniera, da indicare nella domanda, a scelta del candidato, il quale deve dare prova di averne piena conoscenza sia nella lettura sia nella traduzione in italiano e dall'italiano; ordinamento ed attribuzioni del Commissariato per il turismo e degli enti da esso dipendenti e vigilati, nonchè legislazione turistico-alberghiera italiana. Il candidato dovrà sostenere inoltre una conversazione su un argomento di interesse turistico.

Gli esami scritti ed orali avranno luogo in Roma nei giorni e nel luogo che saranno stabiliti con successivo provvedimento e comunicati in tempo utile agli interessati, a norma dell'articolo 6 del decreto del Presidente della Repubblica 11 gennaio 1956, n. 16.

Art. 12.

Per essere ammessi alla prova orale occorre avere riportato una media di sette decimi nelle prove scritte e non meno di sei decimi in ciascuna di esse.

La prova orale non s'intende superata se il candidato non ottenga almeno la votazione di sei decimi.

La votazione complessiva sarà stabilita dalla somma della media dei punti riportati nelle prove scritte e del punto ottenuto in quella orale.

La graduatoria dei vincitori del concorso sarà formata secondo l'ordine dei punti della votazione complessiva.

A parità di merito, saranno osservate le norme di cui all'art. 5 del testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3.

Art. 13.

La graduatoria del concorso sarà pubblicata nel Bollettino ufficiale del Commissariato per il turismo. Di tale pubblicazione sarà dato avviso nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Dalla data della pubblicazione dell'avviso nella *Gazzetta Ufficiale* decorre il termine per le eventuali impugnative.

Art. 14.

I vincitori del concorso saranno nominati consiglieri di 3ª classe in prova nella carriera del personale direttivo del Commissariato per il turismo, con il trattamento economico previsto dalle vigenti disposizioni.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per il visto e la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 1° febbraio 1957

p. Il Presidente del Consiglio dei Ministri
Il Sottosegretario di Stato
RUSSO

Registrato alla Corte dei conti, addì 9 maggio 1957
Registro n. 5 Presidenza, foglio n. 344

(3262)

PREFETTURA DI LA SPEZIA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di La Spezia al 30 novembre 1956.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LA SPEZIA

Visto il proprio decreto n. 24143/3ª San. in data 28 dicembre 1956, con il quale è stato bandito il concorso per titoli ed esami per quattro posti di medico condotto vacanti in provincia di La Spezia alla data del 30 novembre 1956;
Visto l'art. 44 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visti gli articoli 12 e 13 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso per posti di medico condotto vacanti in provincia di La Spezia alla data del 30 novembre 1956, è così costituita:

Presidente:
Di Cuonzo dott. Domenico, vice prefetto vicario.

Componenti:
Pezzinga dott. Giovanni, medico provinciale;
Lami prof. Guido, docente in clinica medica e patologia medica e primario nell'Ospedale civile di La Spezia;
Sturlese prof. dott. Paolo, primario di chirurgia nell'Ospedale civile di La Spezia;
Giuliani dott. Giacomo, medico condotto.

Segretario:
Telese dott. Agostino, consigliere di terza classe.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura.

La Spezia, addì 15 maggio 1957

Il prefetto: MENDGHINI

(3206)

PREFETTURA DI LIVORNO

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Livorno al 31 dicembre 1956.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI LIVORNO

Visto il decreto prefettizio n. 5272 in data 5 febbraio 1957, con cui è stato indetto pubblico concorso per titoli ed esami a posti vacanti di sanitari condotti al 31 dicembre 1956 nella provincia di Livorno, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale*, parte seconda, n. 54 del 27 febbraio 1957 e nel Foglio annunzi legali n. 69 in data 26 febbraio 1957;
Ritenuta l'opportunità di nominare la Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto;
Viste le terne proposte dai Comuni interessati e dall'Ordine dei medici di Livorno;
Visto l'art. 54 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281, modificato dall'art. 13 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854, l'art. 36 del testo unico leggi sanitarie, modificato dall'art. 5 del decreto del Presidente della Repubblica n. 854 citato e l'art. 69 del testo unico leggi sanitarie, modificato dall'art. 12 del decreto del Presidente della Repubblica n. 854 citato;

Decreta:

La Commissione giudicatrice per il conferimento dei posti di medico condotto di Livorno-Quercianella, Sassetta e Campo Elba (San Pietro in Campo), è costituita come appresso:

Presidente:
Ercelli dott. Alfonso, vice prefetto.

Componenti:
Simola dott. Dino, medico provinciale;
Benedetti prof. Giuseppe, docente in clinica medica;
Campatelli prof. Aldo, docente in clinica chirurgica;
Vatteroni dott. Domenico, medico condotto.

Segretario:
de Juliis dott. Lionel, consigliere di seconda classe in servizio presso la prefettura di Livorno.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà sede presso questa Prefettura.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali e affisso, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa Prefettura.

Livorno, addì 14 maggio 1957

Il prefetto: BIANCHI

(3207)

PREFETTURA DI NAPOLI

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Napoli al 30 novembre 1955.

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI NAPOLI

Visto il proprio decreto precedente n. 3029 del 30 maggio 1956, con il quale è stato indetto il concorso a quattro posti di veterinario condotto vacanti nei Comuni della provincia di Napoli, alla data del 30 novembre 1955;
Ritenuta la necessità di provvedere alla nomina della Commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di veterinario condotto di cui sopra;
Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie sostituito dall'articolo n. 12 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1954, n. 854;
Visto l'art. 47 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, moficato dall'art. 13 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Decreta:

La Commissione giudicatrice del concorso a quattro posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Napoli al 30 novembre 1955, è così costituita:

Presidente:
Farina dott. Luigi, vice prefetto vicario.

Componenti:
Menichetti dott. Nazareno, veterinario provinciale;
Marcato prof. Arnaldo, titolare della cattedra di anatomia patologica;
Montemagno prof. Francesco, docente di clinica medica veterinaria;
Giordano dott. Pasquale, veterinario del comune di San Giuseppe Vesuviano (designato su terna dei Comuni e Consorzi interessati).

Segretario:
Carcaterra dott. Armando, consigliere di seconda classe.

La Commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questa Prefettura.

Napoli, addì 13 maggio 1957

Il prefetto: MARFISA

(3208)

PREFETTURA DI ASCOLI PICENO

Graduatoria generale del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Ascoli Piceno

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI ASCOLI PICENO

Visto il proprio decreto 20 febbraio 1956, n. 32342, modificato con decreto pari numero del 9 maggio 1956, con il quale fu bandito pubblico concorso per titoli ed esami per i posti di ostetrica condotta vacanti in provincia di Ascoli Piceno al 30 novembre 1955;

Vista la graduatoria compilata dalla Commissione giudicatrice;
Visti gli articoli 23 e 55 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;
Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265:

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria delle candidate idonee nel concorso, di cui in narrativa:

1. Morelli Giuseppina punti 54,34
2. Trovarelli Armida » 54,21
3. Binni Maria Giuseppina » 52,73
4. Miconi Caterina » 52,16
5. Guzzinati Eugenia » 50,76
6. Falciasecca Leonora » 50,47
7. Gentile Iole » 50,35
8. Moschini Tronelli Dia » 50,19
9. Vincenti Giovanna » 49,97
10. Spurio Antonietta » 49,65
11. Poduje Margherita » 49,10
12. Storetti Ida » 48,71
13. Corradetti Maria » 48,53
14. Stefani Nella » 48,08
15. Di Carlo Enrichetta » 47,39
16. Leoni Panfili Concetta » 46,94
17. De Cesaris Silvana » 46,13
18. D'Andrea Anna Maria » 45,44
19. Barbuto Francesca » 44,70
20. Francia Iole » 44,64
21. Tavoloni Vincenza » 44,19
22. Zuccaro Liliana » 44,15
23. Smarrocchio Olga » 43,86
24. Di Gaetano Giuseppina » 42,76
25. Cisbani Maria » 41,21
26. Lodi Anna » 40,29
27. Picchietti Emma » 37,90
28. Moroni Maria Antonietta » 35,15

Il presente decreto verrà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Ascoli Piceno, addì 11 maggio 1957

Il prefetto: PROSPERI

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI ASCOLI PICENO

Visto il proprio decreto pari numero e data, con il quale è stata approvata la graduatoria delle candidate risultate idonee nel concorso per le condotte ostetriche vacanti in provincia di Ascoli Piceno al 30 novembre 1955 bandito con decreto prefettizio 20 febbraio 1956, n. 32342, modificato con decreto pari numero del 9 maggio 1956;
Visto l'ordine delle preferenze per le sedi messe a concorso, indicato dalle candidate idonee nelle rispettive domande;
Visti gli articoli 69 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265 e 55 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Le seguenti candidate comprese nella graduatoria del concorso per le condotte ostetriche vacanti in provincia di Ascoli Piceno al 30 novembre 1955 sono dichiarate vincitrici del posto a fianco di ciascuna di esse indicato:

1) Morelli Giuseppina: Grottazzolina;
2) Trovarelli Armida: Colli del Tronto;
3) Binni Maria Giuseppina: consorzio del comune di Monte Vidon Corrado con il comune di Falerone per la frazione Pozzo.

Il presente decreto sarà inserito nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia e pubblicato, per otto giorni consecutivi, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Ascoli Piceno, addì 11 maggio 1957

Il prefetto: PROSPERI

(3209)

REGIONE TRENTINO - ALTO ADIGE

Sostituzione di un membro della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Trento al 30 novembre 1956.

IL COMMISSARIO DEL GOVERNO

Visto il proprio decreto di pari numero del 21 marzo 1957, con il quale venne costituita la Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti in provincia di Trento al 30 novembre 1956, bandito con decreto 11 gennaio 1957, n. 531/III/a;
Considerato che il dott. Enrico Piacenza non può più intervenire, per motivi di salute, ai lavori già iniziati della suddetta Commissione e che occorre, pertanto, provvedere alla di lui sostituzione;
Viste le designazioni dei Comuni interessati;
Visto il regolamento 11 marzo 1935, n. 281;
Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;
Visto l'art. 76, n. 3 dello Statuto speciale per la Regione Trentino-Alto Adige;

Decreta:

A parziale modifica del decreto n. 4025/III/a del 21 marzo 1957, il dott. Remigio Fronza, medico condotto di Trento (Sopramonte-Cadine), è nominato membro della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti in provincia di Trento al 30 novembre 1956.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel « Bollettino ufficiale della Regione Trentino-Alto Adige » e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questo Commissariato del Governo.

Trento, addì 10 maggio 1957

Il Commissario del Governo
SANDRELLI

(3205)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.